



CHS CT DU 16 SEPTEMBRE 2016

1 Examen des registres hygiène santé et sécurité au travail

-Finances publiques

Nous sommes intervenus sur les prestations assurées pour le ménage des locaux administratifs, Cette prestation n'est plus du niveau contractuel demandé et ce depuis de trop longues années malgré l'inscription récurrente sur les registres. La Direction s'obstine à nous répéter qu'il s'agit d'un contrat national et que la direction locale ne peut pas résilier les contrats.

Le problème des solvants utilisés pour nettoyer les cloisons du 8ème étage a été évoqué : le personnel s'était plaint de fortes nuisances ayant influé sur la santé. La Direction a indiqué qu'elle avait informé les entreprises à de nombreuses reprises de ne pas travailler pendant la présence des agents.

Suite à la demande des agents dans différents services, l'assistant de prévention se déplacera pour effectuer des relevés de luminosité.

-Douanes

Suite à notre intervention relative au 4ème poste de travail qui aurait dû être implanté au CODT, la Direction nous a répondu qu'à la suite d'un allègement de la mission de ce service, ce poste ne sera pas créé.

Le personnel de la brigade de Bassens s'inquiète du risque potentiel d'attentat sur le site.

La Direction travaille sur la généralisation de l'accueil sur rendez-vous et sur la fermeture en permanence du portail avec aménagement d'un interphone.

Concernant le CSRH en raison des demandes permanentes des difficultés au travail (effectif et souffrance au travail) sur les registres, nous avons demandé une visite du CHSCT au courant de l'automne. Les autres OS ont estimé cette visite prématurée.

-INSEE Suite à notre intervention concernant la sécurité du bâtiment, la Direction a indiqué qu'une réunion serait programmée début octobre mais que les moyens manquaient !!!!

2 Douanes Transformation de la recette régionale de Bordeaux en recette interrégionale de Bordeaux

Suite à notre question, la Direction a assuré que le personnel en poste à Bayonne ne serait pas obligé de muter sur Bordeaux. Les effectifs du service seraient alimentés par transfert d'emplois.

Vote : FO et Solidaires Finances Abstention

CGT Contre

3 DIRCOFI

Laurence RUDOLF succède en qualité d'assistante de prévention à Nathalie CASSOU.

4 Travaux validés par le CHS CT

Cf tableau ci-joint

A rajouter pour le bureau des douanes de Mérignac accord unanime pour la demande d'isolation phonique.

5 Accueil commun SIE /SIP Cité administrative Bordeaux

L'organisation sera confiée au SIE de Bordeaux Aval.

Cet accueil devrait être opérationnel au 1^{er} janvier 2017.

Nous resterons vigilants sur les moyens alloués à ce dispositif.

6 Douanes

Camille MONGE devient la conseillère de prévention.

7 Amiante cité administrative

Le 27 juillet 2016, des mesures d'empoussièrement ont révélé un taux de fibres d'amiante dépassant largement le maximum toléré. Des anomalies ont été découvertes sur le chantier.

Nous nous sommes inquiétés des origines de la fuite : la porte d'accès par digicode étant restée ouverte. Nous avons demandé le rapport de l'inspecteur santé sécurité au travail.

Le taux d'amiante dépassant la norme, nous avons demandé un certificat de présence amiante pour l'ensemble du personnel travaillant sur le site. La Direction a répondu que ceci relevait de la responsabilité du préfet.

8 Questions diverses

DRFIP

-Nous avons évoqué la surveillance médicale pour les agents ayant été en contact répété avec l'amiante. La direction va revoir la liste des agents susceptibles d'être concernés par une surveillance médicale régulière (tous les 5 ans).

-Suite au déménagement du CDIF de Libourne, les m² récupérés vont permettre une réorganisation géographique des deux services restant implantés (trésorerie et service de publicité foncière) et une densification du site. Une réunion Direction-agents est prévue début octobre.

Nous suivons ce dossier : le site de la rue Paul Bert avait fait l'objet d'une visite du CHS. Quelques problèmes avaient alors retenu notre attention dans l'organisation et la répartition de l'espace des bureaux.

-La Réole

Malgré l'envoi d'équipes de renfort, la surcharge de travail est toujours aussi importante : la Direction reconnaît un déficit par rapport au TAGERFIP mais n'est pas en mesure d'y remédier dans la durée. Nous regrettons que les moyens ne soient pas suffisants et que les postes ne soient pas pourvus.

-CDFP Mérignac

Suite au plan vigipirate, les WC du rez de chaussée sont condamnés. Nous avons demandé la pose d'un digicode qui permettrait au personnel de les réutiliser.

Nous avons déploré le manque d'entretien des abords extérieurs. La Direction nous a répondu que c'était une compétence communale.

Le nettoyage du parking a été demandé.

-Cité administrative

Nous avons demandé un nettoyage approfondi du patio côté ouest.

Nous avons demandé à ce que les portes d'accès côté sud ne soient pas fermées durant la pose méridienne les jours de concours.

-Déménagement du Champ de Mars : des plans sont à l'étude

-Déménagement de la BCR sur le site du CDFP de Mérignac fixé à fin février 2017.

-INSEE

Nous avons posé une question concernant la réorganisation des bureaux suite à la réforme territoriale. Une fois de plus, la Direction de l'INSEE n'était pas représentée ! Nous n'avons donc pas eu de réponse.

